

La théorie économique libérale : science ou idéologie ?

par Yvan MUDRY*, Lausanne

Privatiser les services publics, ouvrir les frontières et s'en remettre au marché : ce serait là, aujourd'hui ou demain, la solution. L'initiative privée permettrait de résoudre les problèmes économiques, sociaux et environnementaux comme n'aurait jamais su le faire une instance politique ; les marchés financiers seraient une institution au-dessus de tout soupçon et le salaire au mérite une panacée. Bref, le libéralisme économique constituerait un horizon indépassable. Mais ces dogmes sont démentis par la réalité. Démonstration.

Un tel discours est-il fondé en raison ? Autrement dit, les recettes mentionnées peuvent-elles se réclamer d'un savoir «universalisable», ou le libéralisme est-il plutôt une construction idéologique, basée sur une vision réductrice de l'humain ? Si la deuxième hypothèse est la bonne, comme le montre tant la critique philosophique que l'histoire et l'actualité, le périmètre de validité des mesures libérales doit être redéfini et un autre discours promu de toute urgence.

Selon la conception libérale, l'économie est régie par de grandes lois, comparables aux lois de la science, valables en tous lieux et en tous temps.¹ Une de ces grandes lois a la teneur suivante : un secteur économique est mieux géré lorsqu'il est soumis au marché et que plusieurs acteurs privés sont en concurrence, que lorsqu'il y a étatisation ou monopole. Or il est facile de citer des contre-exemples invalidant la théorie et, par conséquent, l'affirmation selon laquelle l'activité économique est régie par de grandes lois toujours vraies.

Un contre-exemple indiscutable est fourni par ce qui se passe en Suisse dans le domaine de l'assurance des bâtiments. Les

propriétaires sont aussi bien couverts et les primes deux fois moins élevées en moyenne lorsque l'Etat exerce un monopole par le biais d'un établissement cantonal d'assurance. L'explication est simple : dans les cantons où opèrent des compagnies privées, la multiplication du nombre de compagnies augmente les coûts, parce que chacune d'entre elles doit faire des campagnes de publicité, entretenir ses propres services administratifs et verser des dividendes.

Dans un autre domaine clé de la théorie, l'impact favorable de l'ouverture des frontières sur la croissance, certains faits encore une fois vont à l'encontre du dogme. Paul Bairoch montre par exemple que *le libéralisme économique imposé au tiers monde au XIX^e siècle est un des principaux éléments d'explication du retard pris par le processus d'industrialisation*.² C'est ainsi notamment, qu'après l'abolition du monopole commercial de la Compagnie des Indes orientales en 1813, les importations

*Yvan Mudry est journaliste économique et auteur de *La Nouveauté ou l'au-delà ? Etat des lieux de l'espérance*, Labor et Fides, Genève 2000 (voir encadré p. 26).

de produits textiles très bon marché provoquèrent la quasi disparition de l'industrie locale.

Cette leçon de l'historien paraît en fin de compte difficilement contestable : *S'il me fallait résumer l'essence de ce que l'histoire économique peut apporter à la science économique, je dirais qu'il n'existe pas de «lois» ou de règles en économie qui soient valables pour toutes les périodes de l'histoire ou pour chacun des divers systèmes économiques.*³

Privation de liberté

Ce premier pas permet d'observer de plus près le fonctionnement des économies modernes. Et que découvre-t-on alors ? Qu'aux objurgations néolibérales - moins d'Etat, plus de concurrence et de liberté individuelle - font cortège des réalités pour le moins surprenantes. L'exemple Suisse est parlant. Malgré l'intérêt manifesté de longue date pour les recettes libérales, le poids de l'Etat et des collectivités n'a cessé d'augmenter dans l'économie. La quote-part fiscale (rapport existant entre les recettes fiscales, y compris les cotisations aux assurances sociales, et le PIB) a passé de 28,1% en 1980 à 34,9% en 1998.⁴

Le phénomène s'explique : l'application des recettes libérales crée des problèmes auxquels l'Etat doit apporter un remède. Ainsi les licenciements provoqués par les restructurations d'entreprises et l'ouverture des frontières créent-ils du chômage ; mais celui-ci doit être combattu sous peine d'hypothéquer la croissance. Les coûts de l'assurance-invalidité et de l'aide sociale ont également augmenté (entre 1990 et 1997, le nombre de dossiers de l'aide sociale a été multiplié par 2,2 en Suisse).⁵

Dans un système libéral, plusieurs producteurs se font théoriquement concurrence, ce qui accroît le choix du consommateur et fait baisser les prix. Or le fait que les

□ Yvan Mudry

La nouveauté ou l'au-delà ?

Etat des lieux de l'espérance

Coll. Entrée libre, Labor et Fides,

Genève 2000, 134 p.

Nous sommes assignés à résidence... il n'y a plus d'ailleurs, se plaignait un jour Albert Jaquard. Sans vouloir lui donner la réplique, Yvan Mudry prend le parti de chercher de nouveaux «ailleurs». Les lois de la science, les marchés brutaux et les modes éphémères ne sont pas le dernier mot de l'histoire. La course au progrès et même les promesses religieuses d'un au-delà ont enflammé autant de tragédies que d'espoirs, certes. Dieu, quant à lui, fut déclaré interdit de séjour par les grandes idéologies du siècle qui s'achève. Où trouver alors le véritable port de l'espérance ? Yvan Mudry se fixe pour objectif d'explorer les lieux actuels d'une renaissance spirituelle et morale. Ils existent, mais *qui veut croire en un lendemain doit changer de regard*. Les failles et les faiblesses de notre civilisation n'ont pas anéanti, au cœur de l'humain, les capacités d'amour, le désir de beauté, le sens de l'admiration et, finalement, l'ouverture à cet étranger auquel la tradition a donné le nom de Dieu. Ce petit livre réconcilie la connaissance et la prière, le travail des hommes et la poésie de l'univers. Un régal plein de sagesse.

Albert Longchamp

rendements soient croissants (plus les ventes d'un producteur sont élevées, plus ses prix de production baissent, plus il devient compétitif, plus ses ventes augmentent, etc.) et le fait que les plus forts puissent peu à peu orienter les marchés conduisent à ce résultat contraire à la théorie : la constitution de véritables monopoles (ou d'ententes tacites), comme en témoigne l'histoire de Microsoft.

Un autre phénomène est plus troublant. Le libéralisme fait par définition l'apologie de la liberté individuelle. Mais que se passe-

t-il dans certaines sociétés libérales phares ? Le nombre de personnes privées de liberté au sens propre s'est accru massivement. Loïc Wacquant cite ces chiffres concernant les Etats-Unis : après des années de décroissance régulière, le nombre de détenus était tombé en 1975 à 380 000 dans le pays ; mais dix ans plus tard, ceux-ci étaient remontés à 740 000, avant de dépasser les 1,5 million en 1995 et de frôler les 2 millions fin 1998. Pour l'auteur, il s'agit là d'un *phénomène sans précédent ni équivalent dans aucune société démocratique, d'autant qu'il s'est opéré durant une période où la criminalité restait globalement constante puis déclinait*.⁶ Et de montrer que la même tendance se dessine dans plusieurs pays d'Europe.

Le paradoxe s'explique : l'application des recettes libérales entraîne une dérégulation du salariat et une détérioration de la protection sociale. L'emprisonnement permet de résoudre plusieurs problèmes : protéger les richesses des bénéficiaires du système ; punir ceux qui, parce qu'ils sont privés de tout, commettent des délits ; mettre au travail ceux qui n'acceptent pas les nouvelles conditions salariales ; décourager les salariés revendicateurs ; créer de nouveaux emplois.

En Suisse, on n'en est pas là. Mais une majorité de personnes sont mises sous pression. L'accès à l'emploi est devenu plus difficile. Il faut en faire toujours plus, être meilleur que son collègue, remettre constamment en cause sa manière de faire et se plier aux sanctions des marchés. Les cadres eux-mêmes doivent appliquer des méthodes qu'ils réprouvent. L'emprise exercée par les logiques de l'argent est devenue telle que certains s'interrogent : un nouveau totalitarisme d'un genre particulier ne se met-il pas peu à peu en place ?

Des contradictions existent dans d'autres domaines. Ainsi la théorie libérale ne fait-elle aucune place à l'éthique. Or, dans les faits, la transition russe l'a prouvé, il n'y a pas de marché qui tienne en l'absence de morale.⁷ Un autre phénomène devrait aussi

être étudié : le fait que les politiques libérales, soit disant « naturelles », ont en réalité été imposées par les pouvoirs en place (aujourd'hui encore, le libre marché est en partie introduit contre la volonté des peuples, les manifestations de Genève et de Seattle contre l'OMC l'ont montré). En d'autres termes, le marché n'a rien de spontané.

Une autre réalité mérite l'attention : *le fait que la croissance actuelle s'accompagne de la dégradation en termes absolus ou relatifs des conditions de vie de certains acteurs économiques*. Théoriquement, l'application des recettes libérales favorise toutes les économies et tous les acteurs économiques (si l'on en croit la théorie des avantages comparatifs). Or, au Royaume-Uni par exemple, terre élue du libéralisme, les revenus du cinquième le plus pauvre de la population sont plus bas en termes réels qu'en 1970.

Une idéologie qui date

Au vu de ces contre-exemples, une redéfinition du statut du savoir libéral s'impose. Si les exceptions qui infirment les lois ne sont pas prises en compte, c'est parce que le discours libéral est une idéologie au sens péjoratif du terme, c'est-à-dire une construction symbolique faite *d'idées abstraites qui ne correspondent pas aux faits réels*.⁸ Dès lors, l'une des meilleures manières de le percer à jour, c'est de le réinscrire dans sa culture d'origine : la vision optimiste du monde, de l'homme et de la société qui a émergé aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Le néolibéralisme doit à la culture dont étaient imprégnés les grands économistes du passé l'un de ses traits fondamentaux : la tendance à considérer les comportements humains comme des phénomènes aussi naturels que ceux qu'étudient les sciences expérimentales. Les économistes ont tendance à croire que le « fonctionnement » des



Genève, mai 98, manifestation contre l'OMC.

agents économiques est aussi régulier et prévisible que celui des objets étudiés par la physique ou la chimie. C'est ainsi, par exemple, que la *propension à consommer* et le *comportement maximisateur* seraient des constantes de l'agir humain.

Un autre élément de la théorie a des racines culturelles repérables : l'affirmation du caractère bienfaisant de la recherche par chacun de son plus grand intérêt. Si cette idée a pu faire florès et devenir l'un des axes centraux de la pensée néolibérale - avec son corollaire, l'allégorie de la main invisible - c'est parce qu'elle repose sur cette conviction partagée par de nombreux penseurs du XVIII^e siècle : la nature est bonne, les passions qui sont naturelles sont donc bonnes et l'égoïsme doit produire de bons fruits.

Le caractère idéologique du libéralisme apparaît notamment dans la conception de la personne et, parallèlement, de la société,

sur laquelle est bâtie la théorie du marché. L'humain d'une majorité de manuels n'est qu'une ombre d'humain, une sorte d'automate sans véritables besoins (d'amour, de nourriture, de sécurité), sans horizon moral, sans culture ni liens constitutifs avec ses semblables. Le philosophe peut légitimement se poser la question : *De quel individu parle-t-on ? S'agit-il de vous et moi (...) ? Ou bien ne s'agit-il que d'une créature imaginaire inventée par l'économiste (ou le sociologue converti), dont la ressemblance avec un personnage vivant ou ayant existé serait fortuite et indépendante de sa volonté ?*⁹

Que le néolibéralisme soit de nature idéologique, cet autre trait le montre également : son caractère infalsifiable. Aucun fait réel ne peut prouver que la théorie est fausse. Si les résultats - l'enrichissement de tous - ne sont pas au rendez-vous, c'est qu'il

n'y a pas assez de marché, que les tarifs douaniers sont trop élevés, que l'Etat est trop présent, affirme le dogmaticien libéral.

Garder toute la réalité

Les défenseurs à tous crins des dogmes libéraux devraient méditer ce que disait Péguy : *Quand le théoricien, quand le raisonneur se trouve en présence d'une réalité complexe, (...) son premier mouvement, où il se tient, parce que c'est le mauvais, est de ne retenir qu'une partie de cette réalité complexe (...) : il serait inquiet au contraire s'il gardait beaucoup de réalité, s'il respectait la réalité, il serait anxieux s'il gardait toute la réalité.*¹⁰ Incontestablement, beaucoup d'économistes contemporains ont du mal à se faire à tout un pan du réel : la pauvreté, la souffrance des chômeurs comme des travailleurs, l'accroissement des inégalités, les atteintes à l'environnement.

Certes, l'ouverture des frontières, les privatisations, le recours au marché ne sont pas mauvais en soi. Mais ces mesures ne sont pas pour autant bonnes à tous les coups. La réalité humaine et sociale est trop complexe. *Il y a de nombreux besoins humains qui ne peuvent être satisfaits par le marché*, affirme justement le magistère catholique. Dans tous les cas, la liberté d'entreprendre et d'agir doit être mise en relation avec ces autres valeurs : l'obéissance à la vérité et l'obligation de justice.¹¹

Le déni premier du libéralisme économique porte sur cette réalité fondamentale : tout comportement humain, l'agir économique y compris, est motivé par des représentations, des idées et des valeurs qui diffèrent selon les cultures.¹² Lorsque les libéraux affirment que la concurrence, la lutte contre l'autre est naturelle, ils croient décrire le réel. Ils ne veulent pas reconnaître qu'ils prêchent un credo, qu'ils recommandent de faire (le) mal. Voilà pourquoi la nouvelle vulgate est si dange-

reuse. Et pourquoi les chrétiens ont plus que jamais raison de s'en tenir à une morale qui dit exactement le contraire : *Aime ton prochain comme toi-même.*

Y. M.

¹ Les historiens ont noté la fascination qu'éprouvaient les pères fondateurs de la théorie économique néoclassique à l'égard des théories de la physique en vigueur dans les années 1870. Cf. **A. Kirman**, *La pensée évolutionniste dans la théorie économique néoclassique*, in **A. Leroux, A. Marciano**, «Traité de philosophie économique», De Boeck/Larcier, Paris/Bruxelles 1999, p. 337.

² *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte/Syros, Paris 1999, p. 79.

³ Id., p. 224.

⁴ Cf. *Statistique des assurances sociales suisses 1999*, Office fédéral des assurances sociales, Berne.

⁵ Cf. **P. Boschetti**, *Droit dans le mur ! Dix ans de crise en Suisse : un état des lieux*, Editions d'en bas, Lausanne 1999, p. 35.

⁶ *Les Prisons de la misère*, Raisons d'agir, Paris 1999, p. 72.

⁷ Sur l'importance de l'éthique en économie, voir notamment les ouvrages d'**A. Hirschman**, *L'Economie comme science morale et politique*, Seuil/Gallimard, Paris 1984, et d'**A. Sen**, *L'Economie est une science morale*, La Découverte, Paris 1999.

⁸ **A. Lalande**, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, 12^e éd., PUF, Paris 1976, p. 459.

⁹ **A. Leroux et A. Marciano**, *La philosophie économique*, «Que sais-je ?», PUF, Paris 1998, p. 117.

¹⁰ *Heureux les systématiques*, in «Œuvres en prose complètes», vol. II, Gallimard, La Pléiade, Paris 1988, p. 223.

¹¹ **Jean Paul II**, *Encyclique Centesimus annus* (1991), nn° 17 et 34.

¹² Cf. notamment le grand livre de **C. Taylor**, *Les Sources du moi. La formation de l'identité moderne*, Seuil, Paris 1998.